

E 2200 Paris 1/296

*Le Président de la Confédération et Chef du Département politique,
A. Deucher, aux Légations de Suisse*

LCNo 14

Berne, 30 avril 1897

M. de Claparède nous écrit en date du 26 avril:

«La grande bataille dans laquelle Edham Pacha a presque anéanti l'armée grecque en Thessalie¹ a commencé le jour même où l'Empereur Guillaume II assistait à la parade de la garnison de Vienne, et l'issue de cette bataille n'a été connue à Vienne que quelques heures avant le départ de l'Empereur d'Autriche,

1. *Cette crise a soulevé un problème de protection des citoyens suisses, ainsi Deucher à Lardy:* Notre consul à Athènes dépeint situation comme très critique, et demande si, dans le cas de troubles, citoyens suisses en Grèce pourraient invoquer protection d'une puissance neutre. France ou Italie seraient à son avis le mieux en mesure de protéger nos ressortissants. Veuillez vous informer si Gouvernement France a déjà pris des mesures et s'il consentirait, en cas de nécessité, donner ordre protéger nos concitoyens si notre consul à Athènes le demande. Nous adressons même demande Italie (E 2200 Paris 1/296). *Réponse de Lardy le 6 mai, ibid.*

qui est parti hier pour Pétersbourg, pour rendre à l'Empereur de Russie la visite que ce dernier lui a faite en août 1896.

On admet ici que l'Empereur d'Allemagne en s'annonçant ici était guidé bien moins par son désir de voir encore une fois à Vienne ce régiment de hussards hongrois, dont il est le chef, et qui va être transféré en province, que par le sentiment qu'à peu près au même moment où l'Empereur d'Autriche se disposerait à se rendre à Pétersbourg, se produirait en Thessalie cette crise, prévue même avant le commencement des hostilités, qui devait précéder les nouveaux pourparlers entre les grandes puissances en vue du rétablissement de la paix. L'Empereur d'Allemagne tenait à s'entendre avec son allié et à faire disparaître «les quelques hésitations d'origine anglaise», qui sans prendre de corps, se sont parfois produites au Ballhausplatz dans le courant de l'hiver. L'Empereur Guillaume travaille pour le maintien de la paix en Allemagne d'abord, et si possible dans le reste de l'Europe: l'objectif qu'il poursuit est d'améliorer les relations entre les trois Empires et de contrecarrer, sans trop froisser la France, l'entente entre la Russie et la France. C'est à cet effet qu'il a travaillé à Vienne à haute pression, afin d'écarter par avance tous les obstacles qui pourraient surgir au moment où le Comte Goluchowski rencontrera le Cte Muravieff à St-Pétersbourg. Il s'est exprimé ici dans les termes les plus véhéments contre l'Angleterre etc. ménageant la France et les susceptibilités françaises, il a déclaré que l'Angleterre intrigue toujours et se met en dehors du concert européen. Il aurait réussi, me dit-on, à préparer un programme, pour lequel il se serait assuré de l'adhésion de la Russie, et qui consisterait à déterminer un certain nombre de questions au sujet desquelles les trois gouvernements impériaux s'engageraient à ne pas intervenir et à laisser en dehors des négociations ultérieures le programme, à base en quelque sorte négative, écarterait, m'a-t-on dit, toute matière à conflit entre la Russie et l'Autriche et devrait être formulé dans un protocole ou même ainsi que le Président du Conseil hongrois l'assurait il y a deux jours, «sous forme de convention». Il est évident que si, même sous une forme plus modeste que celle d'une convention, l'Empereur d'Allemagne réussissait à faire constater l'entente absolue entre la Russie et l'Autriche, il aurait pour beaucoup contribué à assurer la paix en Europe, ou tout au moins en Allemagne, et qu'il aurait «Oberwasser» sur les rives de la Neva, ce à quoi il aspire si ardemment. Un fait qui prouve son désir de constater ostensiblement cette entente qu'il désire assurer entre les cours de Vienne et de St-Pétersbourg, est le suivant: Vous aurez lu Monsieur le Président que l'Empereur de Russie vient d'inviter au dernier moment le Chef de l'Etat-major autrichien, Baron Beck, à se joindre à la suite de l'Empereur Franz Joseph durant la visite de ce dernier à St-Pétersbourg. Cette nouvelle est exacte, mais c'est à l'instigation de l'Empereur Guillaume que le Tzar a fait cette invitation, qui dans ces conditions a une signification des plus démonstratives. L'Empereur d'Allemagne paraît avoir été satisfait de son voyage à Vienne et pense y avoir fait de la bonne besogne, du moins a-t-il dit avant-hier, répondant à une allocution du bourguemaître *[sic]* de Karlsruhe, qu'autant qu'il comprend la situation, l'Allemagne et probablement l'Europe aussi conserveront la paix.

Quant au voyage de l'Empereur d'Autriche à St-Pétersbourg, je dois me réserver de vous en écrire plus tard. Pour aujourd'hui je signalerai seulement, que sa suite, en dehors du Comte Goluchowsky et du Baron Beck, est composée

du Baron Zwiedineck, Directeur de la section orientale au Ministère des Affaires étrangères, ce qui prouve que l'on veut travailler, et de l'Archiduc Othon de Gotha. Ce dernier que l'on considère comme l'héritier aux trônes d'Autriche et de Hongrie (son frère aîné l'Archiduc François-Ferdinand souffrant de la phtysie) a été attaché à la suite de l'Empereur son oncle, eu égard au fait que l'Impératrice de Russie ayant accompagné le Tzar lors de sa visite à Vienne, il était indiqué que l'Empereur d'Autriche ne rendît pas seul cette visite. L'Impératrice d'Autriche s'abstenant depuis la mort de son fils de prendre part à toutes les grandes fêtes de cour, l'Empereur a cru devoir la faire remplacer par l'héritier probable. Il est certain que cette détermination a été fort bien accueillie à St-Pétersbourg, tandis que les diplomaties anglaise et française la déclarent «sans portée».

Parmi les graves questions qui vont être débattues à Pétersbourg, celles de la Bulgarie et de la Serbie auront certainement une place au premier rang. Tout l'hiver on déclarait ici être absolument sûr des cabinets de Belgrade et de Sofia. Aujourd'hui on s'inquiète un peu de l'agitation des populations serbes et bulgares, qui s'enivrent facilement à l'odeur de la poudre. On m'assure encore maintenant que la question des bérats soulevée à Constantinople par la Bulgarie, que les visites et entrevues improvisées entre le Roi Alexandre et le Prince Ferdinand n'auraient eu d'autre objectif que de faire prendre patience aux populations respectives et qu'ici comme à Pétersbourg on admet encore que ces menées, déclarations et protestations n'impliquent nullement l'intention de ces cabinets de se lancer dans une politique d'aventure qui serait contraire à leurs vrais intérêts. Néanmoins il me paraît plus que probable que ces cabinets chercheront à obtenir certains avantages au règlement des conditions de la paix et que la Bulgarie réclamera et obtiendra que son indépendance, qui existe en fait soit reconnue par un acte international.²

2. Voir aussi le rapport de Claparède du 28 avril 1897, cf. LC. 5 mai 1897 (E 2200 Paris 1/296).